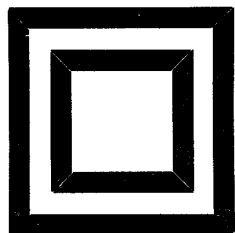


Tant que nous aurons la monarchie dans l'usine nous ne pourrons avoir la république dans la société.  
Marc Sangnier



# la jeune république

Pour une république socialiste et démocratique au service de l'homme

## UNE CHANCE POUR LA GAUCHE

**L**es chrétiens votent surtout à droite. Ils se trompent. Les partis de gauche rappellent les intérêts véritables des travailleurs et des couches moyennes, qui pratiquent une religion. Il faut les encourager dans ce travail d'éclaircissement.

Reste que l'idéologie du P.C.F. et celle du P.S. sont différentes.

Convaincus que la France socialiste ne se constituera qu'avec la majorité de la population, croyants compris, et qu'elle devra assumer tous les courants de la culture française — Rabelais et Voltaire comme Pascal et Pasteur — les dirigeants communistes veulent gagner les masses chrétiennes à ce projet par une intense campagne d'explications destinée à élever leur niveau de conscience politique. Le Parti ne ferme pas ses cellules aux chrétiens mais serait bien embarrassé de les voir affluer. Pour les communistes, matérialisme athée et socialisme scientifique sont indissolublement liés. Si des chrétiens s'inscrivent au Parti, « c'est leur affaire ». C'est-à-dire : leur incohérence ne concerne qu'eux-mêmes. L'adhésion d'un chrétien au P.C. est un non-sens, sauf, sans doute, pour des prêtres qui affirment, avec discrétion, une présence de l'Eglise en ce milieu comme en d'autres.

Le PARTI SOCIALISTE autorise, en son sein, des tendances politiques et des courants philosophiques divers. L'humanisme d'un libre-penseur et celui d'un spiritualiste peuvent y coexister malgré les incompatibilités d'humeur. Cette diversité et cette ouverture ne vont pas sans inconvénient. Une organisation trop peu homogène connaît des oscillations et des incertitudes qui nuisent à la netteté de son orientation et à la fermeté de ses décisions. Au surplus, il n'est pas toujours facile de couper l'action politique des racines profondes qui la motivent. La personnalité ne se découpe pas en tranches : militantisme, d'un côté ; conception du monde, de l'autre. Unifiée par une philosophie, elle est moins chaotée par des accidents de parcours. Son efficacité s'accroît dans le court terme et surtout à longue échéance. Toute une vie fléchée vers un but, tel apparaît le mouvement du militant qu'anime un idéal de vie fondé sur l'action et la réflexion, dans une perspective d'ensemble : une totalité.

Le Socialisme Personnaliste répond aux aspirations de ceux qui éprouvent le sentiment d'appartenir à un courant historique de la gauche française. Par cette appartenance, ils justifient de leur identité, se situent singulièrement et pèsent comme force potentielle. L'existence d'un PARTI SOCIALISTE PERSONNALISTE peut concrétiser la chance de mobiliser des forces nouvelles, pour le succès du Programme Commun.

Car l'objectif demeure permanent : convaincre toujours davantage nos concitoyens que démocratie et socialisme peuvent se compléter et que cette harmonie conditionne, pour une bonne part, le développement du bien public et le bonheur des personnes.

DEMAIN,  
LE  
SOCIALISME

## LA JEUNE - RÉPUBLIQUE

Le Directeur :  
**Jean Pralong**

Rédactrice en Chef, mise en pages :  
**Marcelle Leconte-Souchet**

Directeur Technique :  
**Daniel Jeanpierre**

Rédaction - Siège Social  
Administration :

Parti de la JEUNE-RÉPUBLIQUE  
Villa n° 6 - 9, Bd Jean Mermoz  
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)

C.C.P. PARIS 20.896-71  
Tél. 624.06.08 - 033.99.09

Imp. Ets Fricotel - 88003 Epinal - Paris  
Dépôt légal n° 1988 - 7-76

## NOTRE COMBAT

POUR  
une République  
Socialiste  
et Démocratique  
au service  
de l'Homme,  
vous intéresse.

ADHÉREZ  
A NOTRE PARTI

## COTISATIONS

ADHÉRENTS et AMIS de la J.-R.

Revenu mensuel	Cotisation annuelle
Jusqu'à 1.000 F.	40 F
à partir de 1.000 F.	50 F
à partir de 1.500 F.	75 F
à partir de 2.000 F.	100 F
à partir de 2.500 F.	150 F
à partir de 3.000 F.	200 F etc

ABONNEMENT A REVUE en sus :  
1 an : 30 F — De soutien : 50 F

Parti de la JEUNE-RÉPUBLIQUE  
Villa n° 6 - 9, Bd Jean-Mermoz  
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)  
C.C.P. PARIS 20.896-71

## POLITIQUE INTERNATIONALE Gérard Brissé

# CAMBODGE : La Révolution confisquée

Les informations qui nous parviennent du Cambodge, de plus en plus fragmentaires, nous permettent difficilement de nous faire une opinion très précise sur l'évolution des événements dans ce malheureux pays.

L'analyse que j'ai donnée au QUOTIDIEN DE PARIS du 3 mai dernier demeure donc valable. Elle m'a valu une correspondance étoffée, et elle est approuvée dans l'ensemble par les Cambodgiens « sihanoukistes », dont on a peu parlé ces derniers temps, certains de nos confrères assoiffés de « sensationnel » s'attachant davantage aux faits et gestes des « Khmers libres » et des « Khmers rouges » alors que les uns et les autres, qui ont trouvé une audience douteuse dans les fourgons de puissances étrangères, sont minoritaires dans leur propre pays.

Plusieurs personnalités de gauche ont pris position, en termes à la fois très fermes et très modérés, dans le même sens : François Mitterrand dans L'UNITÉ, Claude Bourdet dans TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN, Jean Lacouture dans LE NOUVEL OBSERVATEUR, André Fontaine dans LE MONDE. Tous dénoncent les brutalités, incontestables et incontestées, auxquelles se sont livrées les nouvelles autorités khmères après la « libération » de Phnom Penh en avril 1975 — faits qui ont été reconnus par le vice-premier ministre du nouveau régime, M. Ieng Sary. Tous fustigent les déportations massives de populations, le manque de soins aux blessés et aux malades, aux victimes de la dysentrie, du paludisme, du choléra, les exécutions sommaires de « récalcitrants » ou de personnes objets de dénonciations anonymes, la généralisation des travaux forcés, le refus méprisant et systématique opposé à l'envoi sur place d'observateurs impartiaux, comme l'ont proposé la Jeune République, puis le P.S.U.

Ce régime inhumain qui procède à l'élimination physique des anciens « cadres » sihanoukistes et lonnoliens, des intellectuels, des membres du clergé bouddhique, des chrétiens, de tout ce qui, de près ou de loin, est censé rappeler l'ancienne société, est le fait d'une infime minorité de « Khmers Viet-minhs », dont les leaders ont pris le maquis dès 1945, puis dans les années 1950, ou ont rejoint le mouvement dissident des « Khmers Isaraks ».

Originaires, pour la plupart, de la communauté « Khmère krom » du Sud-Vietnam, comme l'étaient du reste les « Khmers serei » de M. Son Ngoc Thanh, ils ont recruté leurs milices parmi les minorités Khmères krom et Khmères loeu — Les Khmers « d'en haut » c'est-à-dire des Hauts Plateaux — dont ils exploitent l'ignorance, la

naïveté et les vieux ressentiments historiques contre les « Khmers kandal » — les Cambodgiens de la plaine. C'est aussi parmi ces communautés que les Américains recrutèrent leurs « troupes de choc » qui furent les seuls soutiens réels du régime instauré à partir de mars 1970.

Comment, dans ces conditions, pourrions-nous apporter notre soutien à une bande de revanchards-aventuriers exploiteurs du peuple, qui ont déjà à leur « actif » des centaines de milliers de victimes ?

Dans un pays encore marqué par près d'un siècle de protectorat (1863-1953), où la France eut le grand tort notamment de doter les héritiers de la civilisation d'Angkor de cadres vietnamiens, une seule révolution était à faire — celle qui fut entreprise pacifiquement et dans l'ordre dès septembre 1963 par Norodom Sihanouk avec l'appui d'intellectuels de gauche : nationalisation des secteurs clés de l'économie — banques, assurances, import-export, l'implantation d'industries de transformation, l'exploitation des terres vierges dans un pays encore sous-peuplé, une politique rationnelle de l'eau, le développement des coopératives, la construction d'écoles et de centres de santé en milieu rural, une lutte sans merci contre la corruption et l'agiotage, la recherche à l'extérieur de la paix sans compromission et du respect de la neutralité, etc.

Politique qui fut appuyée dès octobre 1966 par la création d'un contre-gouvernement présidé par Norodom Sihanouk lui-même, et qui fut remise en question à partir de 1968 par l'irruption brutale dans les affaires intérieures du Cambodge des Américains et de leurs « alliés ».

Orientation que l'on retrouve en filigrane dans le programme modéré du FUNK énoncé en mars-avril 1970 — sorte de programme commun des éléments nationalistes, sihanoukistes et de la gauche cambodgienne.

On sait aujourd'hui ce qu'il en est advenu : une poignée d'aventuriers s'est servie de l'immense popularité de Norodom Sihanouk dans les masses paysannes pour se hisser au pouvoir.

A présent, Samdech Upayavareach — Celui qui fut Roi — qui abdiqua naguère pour se rapprocher de son peuple, est relégué dans l'enceinte du Palais Khémarin, où il est gardé à vue, comme un malfaiteur, avec une partie de sa famille. Son crime est d'avoir avec son épouse, porté le deuil — notamment en se faisant raser les cheveux — en signe de protestation contre la politique de génocide des nouveaux maîtres de Phnom Penh...

## LIBAN : Révolution étouffée

**d**ans l'histoire troublée du Moyen-Orient, le Liban a pris le relais de Chypre. Curieux pays en vérité : peuple de marchands rusés et entreprenants, partagé à peu près également entre Chrétiens et Musulmans mais divisé en un peu plus d'une centaine de sectes — les principales étant les Druzes, Sunnites et Chiites du côté musulman, Maronites, Grecs catholiques et protestants, Arméniens orthodoxes, protestants et catholiques du côté des Chrétiens — ayant essaimé à travers le monde en une diaspora pittoresque qui rassemble une population sensiblement égale en nombre à celle de la mère patrie...

Oasis financière et bancaire, Suisse moyen orientale, rien ne prédisposait a priori le Liban à devenir le théâtre d'un conflit particulièrement meurtrier. Rien, si ce n'est ce détonateur que constituèrent les transfuges palestiniens, rejetés d'Israël, puis de Jordanie, et qui avaient trouvé dans le sud du pays une terre d'asile hospitalière que seuls, jusqu'à présent, les Israéliens semblaient vouloir remettre en question.

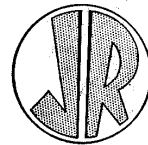
Le luxe et la prospérité factices de Beyrouth étaient une insulte permanente à cette masse de paysans pauvres, de rescapés des camps d'hébergement créés de toutes pièces par les grandes puissances. Les Palestiniens se firent un allié naturel de la Gauche libanaise. L'exploitation des antagonismes traditionnels entre clans politiques, dynasties confessionnelles, voire féodales, fut pour eux un jeu d'enfant.

La paix qui s'était instaurée à l'issue de huit mois de guerre en 1958 était extrêmement précaire : la politique de harcèlement des commandos palestiniens, les représailles israéliennes jusque sur l'aéroport de Beyrouth, eurent raison de cette unité de façade. Elle ralluma les vieilles querelles entre féodaux chrétiens des montagnes et clans musulmans des riches cités côtières.

Mais c'était compter une fois de plus sans l'interbention active des grandes puissances. Les Etats-Unis soutiennent ouvertement les dynasties féodales et la grande bourgeoisie des villes ; l'U.R.S.S. appuie le régime baasiste de Damas qui, prenant les devants, a lancé ses propres troupes à l'assaut de Beyrouth. La France, par la voix de M. Giscard d'Estaing, aspire à rétablir indirectement son protectorat par l'envoi d'un corps expéditionnaire.

L'ennui est que ce conflit risque de déborder à tout moment les frontières de cet Etat, rallumant dangereusement un brasier que, par pétroliers interposés, on croyait éteint.

## FRANCE : La Révolution à faire



**e**n effectuant le pèlerinage à Washington en un temps de fièvre électorale où le sort de l'actuel locataire de la Maison Blanche est incertain, en annonçant avec fracas l'offre française d'envoyer des troupes au Liban, en prenant publiquement position à son retour pour un remaniement de notre dispositif militaire, qui revient en fait à replacer notre armée dans le giron de l'O.T.A.N., M. Giscard d'Estaing a joué incontestablement le meilleur tiercé de sa trop longue carrière politique.

Pour comble de malchance, on nous annonçait presque simultanément que deux réacteurs nucléaires français allaient être livrés à l'ultra-réactionnaire République Sud-africaine, et que la visite officielle à Pékin du général Méry, chef d'état-major de nos armées avait pour but essentiel la vente d'armements à la République populaire de Chine.

Sur le plan intérieur, la « majorité » — ou ce qui en tient lieu ! — donnait le salubre spectacle de son unité avec le passionnant débat sur la **suppression** des plus-values — pardon, la taxation des plus-values — tandis que, pour faire suite aux appels messianiques de M. Michel Debré sur le naufrage démographique, M. Giscard d'Estaing annonçait des mesures visant à renforcer la famille — après que Mme Simone Veil se complût, quelques mois plus tôt, à en accélérer le démembrement. La même Mme Veil proclamait une réduction substantielle de la publicité sur le tabac : proposition d'autant plus cocasse que l'Etat s'est arrogé, depuis la Libération, le monopole de la production du tabac et des allumettes par SEITA interposée !

En matière d'inconséquence et de frivolité, on n'arrête pas le progrès. Les « réformes » en cascade inondent l'esprit des Français, qui ne perçoivent l'incroyable décadence qu'à travers le dégonflement progressif de leur portemonnaie.

Le libéralisme de façade, contredit dans tous les actes de la vie quotidienne, se fourvoie officiellement dans la social-démocratie avancée ; mais ce gouvernement est incapable de juguler l'inflation galopante, de résorber le chômage qui, déduction faite des variations dites saisonnières, prend l'allure d'une catastrophe, notamment chez les jeunes. Les chefs d'entreprise, plus pré-

occupés de rentabilité immédiate que d'investissements à moyen et long termes crient à la faillite. Tous se plaignent des interventions tatillonnes de l'Administration, qui ne trouvent pas leur contre-partie dans une visée politique à longue échéance.

Pour masquer les contradictions de plus en plus criantes du système et se donner bonne conscience, on embastille ici un chef d'entreprise, là un autonomiste notoire, là encore un vigneron récalcitrant. Mais les accidents de travail — liés à l'économie de profit ! — s'accroissent d'année en année, les Corses et les Basques s'agitent, les revenus des agriculteurs et viticulteurs s'amenuisent à mesure que se renforcent les ententes capitalistes et leurs contraintes imposées au sein du Marché commun.

Lorsque notre Ministre de l'Intérieur nous propose des mesures tendant à renforcer la sécurité, on peut être assuré que l'insécurité va s'accroître dans nos cités, qu'une vague d'attentats « incontrôlés » est en préparation. Lorsque « Monsieur anti-pollution » se manifeste, la Seine dégorge à grands flots des poissons le ventre en l'air, et les profiteurs de l'anti-pollution font fortune. Lorsqu'un conseil des Ministres nous apporte le réconfort d'une augmentation du S.M.I.C. ou de l'allocation en faveur des personnes âgées, les prix, comme l'on dit, se remettant à « flamber », tandis que s'accroît un peu plus l'écart des revenus entre les plus riches et les plus pauvres.

On a vu le spectacle étrange de policiers « municipaux » en tenue défilant dans les rues et se trouver embarqués sans ménagement dans des « paniers à salade » par leurs collègues policiers « nationaux » ; des magistrats faire grève parce que l'un des leurs, dont le grand « tort » était d'avoir dénoncé le scandale des superprofits de certaines compagnies pétrolières, avait refusé une mutation imposée d'office par un Garde des Sceaux plus préoccupé de discipline de classe que de justice réelle...

Nous pourrions continuer longtemps cette énumération. Les Français, mes compatriotes, ont, décidément, une bonne dose d'inconscience, ou de placidité, ou d'humour (noir) !

G. B.



# DES ELECTEURS OBJECTENT

Claude-Roland Souchet

**U**n petit commerçant en quincaillerie (un représentant, une secrétaire) me confia, ces jours-ci, que l'aggravation accentuée du déficit de son entreprise, depuis deux ans, l'obligeait à vendre son fonds de commerce. Une société multi-nationale, dont les bénéfices pour 1975 s'élevaient à 1.250 milliards de francs lourds, lui propose d'acheter son fonds (clientèle, enseignes, marchandises) pour une somme de 10.000 francs nouveaux représentant la valeur du stock au prix coûtant. Cette société, par l'entremise d'une filiale, exigeait en outre que le commerçant, au bord de la faillite, licencie la secrétaire, dont les indemnités de congédiement dépassaient très largement le montant du prix proposé. Le mandataire du trust ajouta que le refus de reconduire les contrats de travail — donc de mettre au chômage des salariés — était dicté par un comité d'entreprise « rouge vif », particulièrement dangereux : « vous me comprenez », dit-il à sa victime.

Ce fait divers — un acte de brigandage plus immoral qu'un braquage — mérite d'être évoqué parce qu'il se reproduit, chaque année, à des milliers d'exemplaires, dans notre pays. (16.000 faillites de petites et moyennes entreprises en un an et demi). Les liquidations judiciaires se multiplient, en même temps que le chômage s'étend, que les saisies prolifèrent, que les expulsions de locataires prennent des proportions dramatiques et que le coût de la vie augmente, chaque mois, avec la complicité des pouvoirs publics (exemple : métro parisien).

D'anciens électeurs de Giscard, un moment impressionnés par ce front bombé d'énarque, commencent à se rendre compte de la colossale duperie des technocrates qui servent des holdings plus anonymes que les Deux cents familles de 36, moins nombreux mais combien plus puissants.

Le règne giscardien coïncide avec une intensification de la crise économique, non plus, comme pendant les années 30, avec une percée fasciste mais avec une montée lente mais continue des forces de gauche en Europe latine. Le chantre du libéralisme avancé pressent le danger que fait courir aux sociétés qui se targuent de milliards de bénéfices la puissance grandissante du mouvement démocratique. C'est la raison pour laquelle il se crispe de plus en plus. Pendant sa campagne présidentielle, il n'hésitait pas à engager dans ses services d'ordre des nerfs. Deux ans plus tard, il rallie autour de son panache blanc la vieille réaction vichyste, à l'occasion du soixantième anniversaire de Verdun.

Des événements plus graves requièrent l'attention. La politique militaire du Gouvernement — créneau à la frontière Oder-Neisse en cas de conflit — entraîne, de l'aveu même de personnalités U.D.R., l'intégration pratique de l'armée française dans l'OTAN, donc une inféodation grandissante aux ETATS-UNIS, dont le Ministre Kissinger fraternisait, il y a peu, avec le sinistre Pinochet.

Politique internationale et politique intérieure s'imbriquent. Le Président de la République a affirmé qu'il accomplirait son mandat jusqu'au bout. En cas de victoire de la gauche aux Législatives de 1978, tentera-t-il d'imposer un premier ministre de droite à une Assemblée Nationale favorable au Programme Commun ? Prêtera-t-il dissoudre la Chambre des Députés que de se soumettre ? Son refus de se démettre le poussera-t-il un peu plus dans les bras de l'axe Bonn-Washington ?

Des millions de Français se posent des questions. Victimes de l'actuel régime, ils craignent le changement — ayons le courage de le dire — par peur des communistes. La plupart ne mettent pas en doute la sincérité et

l'honnêteté des dirigeants du P.C.F. Ils savent qu'il serait contraire à la doctrine du Parti de tromper, comme un vulgaire politicien d'arrondissement.

Mais toutes les mains tendues loyalement se heurtent à ces fameux faits qui ont la tête dure. Le socialisme a pour objectif de transférer l'appareil d'Etat de la bourgeoisie au prolétariat. Le Parti Communiste estime être seul habilité à représenter la classe productive (prolétariat). Ce syllogisme n'entraîne-t-il pas à penser qu'en régime socialiste, tous les partis représentatifs des couches sociales dites non-monopolistes seront subordonnés au parti communiste ? Quelles formes prendront l'hégémonie de celui-ci et la subordination de ceux-là ? Même sans dictature du prolétariat, la position dominante du P.C. ne risque-t-elle pas de nuire aux libertés des « non-prolétaires » ?

L'analyse politique des communistes est jugée exacte par des millions de Français ; la bonne foi des communistes n'est nullement mise en cause, mais les prolongements concrets du marxisme-léninisme dans le temps continuent de poser problème. Autant les communistes, par leur esprit de méthode et leur dévouement, sont efficaces dans la prise en charge des revendications populaires et la lutte organisée, autant la prise du pouvoir au-delà de l'application du Programme Commun, apparaît à leurs alliés actuels et potentiels, comme semée de risques. La juste critique du Capitalisme-Monopoliste-d'Etat persuadera-t-elle les victimes des monopoles de la nécessité d'un changement progressif mais radical ?

Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, République et Terreur furent longtemps associées dans la conscience collective des Français. Elles perdirent par la suite toute ressemblance. Au XX<sup>e</sup>, Socialisme et Barbarie sont encore trop souvent mis en parallèle dans l'opinion publique. La réalité peut les séparer.

Une classe dominante — roi et féodaux, bourgeoisie propriétaire des moyens de production ou prolétariat ayant collectivisé les secteurs clés de l'économie — prétend toujours s'identifier à la nation tout entière. Mais, dans la réalité, lorsqu'une minorité, quelle qu'elle soit, gouverne sans un consensus très large, son pouvoir est contesté.

Les libertés ne s'acclimateront au socialisme que si la nouvelle classe dirigeante ne monopolise pas le pouvoir mais, au contraire, le partage. Ce serait la traduction la plus réaliste de l'abandon du concept de dictature du prolétariat.

## La Jeune - République a pris position . . .

### La torture en Uruguay

Le parti de la Jeune-République dénonce la torture dont sont victimes des Uruguayens.

Les régimes de dictature se succèdent en URUGUAY. Des dizaines de milliers de citoyens uruguayens sont emprisonnés, torturés, assassinés : une centaine de militants à la mi-juin, étaient en danger de mort, des syndicalistes, des communistes, des intellectuels et des parlementaires, des journalistes aussi.

Il convient d'alerter l'opinion mondiale sur ces nouveaux hauts de la CIA qui s'oppose à tout changement de régime en Amérique du Sud.

## PORTRAITS BOURGEOIS

**m**onsieur Jean d'Ormesson, du Figaro, de l'Académie Française, voilà bien des particules que l'auteur d'AU REVOIR ET MERCI (Gallimard) s'efforce de voiler sous une modestie constante qui constitue le thème dominant de cette triomphante autocritique.

Cette modestie obstinée forme une manière de complexe, à la Polycrate — vous savez, ce fastueux tyran qui, pour conjurer un sort trop favorable, jeta dans la mer son plus précieux anneau, et le retrouva fatalement dans le ventre d'une murène.

Tout prédisposait M. Jean d'Ormesson, issu d'une famille moins ancienne qu'il illustre, à devenir ambassadeur ou cardinal, au pis aller directeur du Figaro, s'il manquait vraiment de talent. Or, ce fameux talent ne l'empêcha point du tout de diriger ce grand quotidien libéral, que la publicité entretient très libéralement. C'est le moment de préciser que M. d'Ormesson, si ignominieusement traîné dans les rizières cochinchinoises par Jean Ferrat, appartient à une lignée libérale ou encore orléaniste, régicide au besoin. Il sent bien toutefois, combien il est délicat, aujourd'hui, d'identifier la liberté avec la libre-entreprise, sans passer pour un conservateur, voire un réactionnaire.

Je le disais : M. Jean d'Ormesson, dès sa naissance, a senti les fées les plus bienveillantes s'incliner sur son berceau.

Le bonheur — celui qui vous est souhaité le Jour de l'An : santé, prospérité — a franchi tous les barrages pour l'atteindre. Nul à pleurer en philo, il trouve le moyen de s'emparer d'Ulm, sans coup férir, et de remporter l'agrégation de philosophie. Nonchalamment. Les femmes, sauf toujours les exceptions destinées à conjurer la destinée, lui sourient et les bonnes fortunes viennent conforter la fortune. L'argent joue un si grand rôle dans cette vie d'un homme illustre, qu'il se sent assez riche pour le chérir et le mépriser. Avec, dit-on, les pulsions sexuelles, c'est le moteur de la société ou le mobile premier de ceux qui tirent profit d'elle. Allez-donc, avec un château de briques à coins de pierre, des paquets d'actions, des fermages, et d'autres ressources, préférer le programme commun de la gauche à M. Hersant ! Il n'est pas candidat à la sainteté. Tout au contraire. Le Grand Prix de Modestie destiné à faire oublier les autres honneurs, lui suffit. Cette vie tout entière livrée au bon plaisir de Dieu, il l'accepte. Ou presque.

Il sent tout de même, au fond de l'âme, un creux, un vide, un appel, un désir qui se renouvelle comme les vagues de la mer océane. Donc, il écrit. Avec bonheur, il file ses phrases. Au revoir et merci, Monsieur le Directeur.

\*\*

Avec Régis Debray, nous sommes transportés de la Rotonde du Rond-Point des Champs-Élysées dans une cage à poules, à Camiri (Bolivie), où le maquisard, disciple du Che, a été retenu captif pendant trois ans. En lisant ce « JOURNAL D'UN PETIT BOURGEOIS ENTRE DEUX FEUX ET QUATRE MURS » (Seuil), il faut d'abord savoir que ce prisonnier a savouré un trognon de pain avec des délices qu'aucun repas gastronomique ne peut offrir.

Ce révolutionnaire d'origine bourgeoise, en sa claustration, se demande qui il est. Un personnage, c'est-à-dire un rôle, ou une personne, dont les actes répondent de ce qu'il est ? Il se demande si ce rôle politique à tenir, dans le cadre de conditions historiques déterminées, ne constitue pas la négation de son être profond — amour, musique et nostalgie —. La vraie vie y serait absente. Lénine s'est identifié totalement à son action révolutionnaire. Ce bourgeois, que la captivité engage à l'introspection, refuse d'être réduit à un élément de sa classe, dans la dialectique des forces sociales en lutte. Il cherche comment il s'appelle, pour découvrir qu'il est unique. D'ailleurs, « c'est seulement comme produit d'une histoire qu'un homme peut être producteur d'histoire ». La totalité de cet homme singulier s'enrichit et se struc-

ture dans le temps, par des actes. Parfois, superficiellement, quand les racines les plus profondes de la personnalité, archaïques, regimbent à s'intégrer dans le militant. Seuls les actifs ont un moi. Bien. Mais, l'unité ne peut être obtenue qu'au travers d'une vie de combat, luttes intérieures comprises, incertaines comme les autres. La victoire est sans cesse remise en cause.

Reste que la maturité approche, quand s'estompe le bovarysme ou l'illusionnisme. Accepte ta vie telle qu'elle est, ici et maintenant, tes origines, ta généalogie, ton identité, ta mort inéluctable mais aussi un amour qui dure et une descendance. Régis Debray ajoute que la modestie est inséparable de cette acceptation globale et rejoint Jean d'Ormesson, après des aventures plus bouleversantes qu'un saut en parachute.

Ces deux bourgeois, grands ou petits, je ne sais, émeuvent finalement par une humilité, qui ne peut pas être feinte. Ils ont épongé le charme discret de leur classe, abrités sous la même culture (normaliens tous les deux) mais se portant, avec des contrastes, au créneau pour approcher, au-delà d'une histoire personnelle, l'autre, les autres, l'histoire des peuples et de l'humanité.

Ces deux moralistes, à la française, désabusés, mais plus métaphysiciens qu'il n'y paraît, à la recherche d'une transcendance comme du mot juste, avec un humour de bonne compagnie ou une ironie très crue, s'arrachent à eux-mêmes par l'écriture, traversant « la gadoue quotidienne » pour avouer, sans le dire, qu'ils nous ressemblent.

Cl.-R. S.

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

**LE PARTI DE LA JEUNE RÉPUBLIQUE enregistre les appels pressants et répétés du Parti Socialiste et du Parti Communiste, en direction des chrétiens, appelés à prolonger leurs convictions personnelles dans l'action politique.**

**LA JEUNE RÉPUBLIQUE rappelle que — tout en étant un parti laïc — elle a vocation au rassemblement de tous ceux qui aspirent à l'instauration d'un socialisme pour la personne, en particulier des chrétiens, qui trouveront une structure d'accueil privilégiée au sein d'une formation politique qui se réclame notamment d'Emmanuel Mounier et de Marc Sangnier.**

**Militant depuis des années pour l'union des forces de Gauche, et pour l'élaboration et l'application effective d'un Programme Commun de Gouvernement, le PARTI DE LA JEUNE RÉPUBLIQUE appelle au ralliement des chrétiens qui, en toute liberté d'opinion, souhaitent réfléchir en commun sur les modalités d'un engagement politique au sens le plus noble du terme.**

Paris, le 10 JUIN 1976

Gérard BRISSE

Secrétaire Général Adjoint du Parti

# MONDE RURAL

**a** la suite de l'article de Louis dans le n° 100, nous avons reçu un certain nombre de lettres. Voici l'essentiel de cette tribune du monde rural qui demeure ouverte à tous les lecteurs de J.R.

## JUSTICE SOCIALE

*J'ai lu avec intérêt et j'ai fait lire l'article de Louis PERRIN, sur une forme d'économie rurale originale. L'idée de justice sociale sur laquelle il se fonde est louable et le système autogestionnaire de sa commune idéal et réalisable ; à deux conditions cependant :*

*— Que les gens qui la composent, soient mûs beaucoup plus par la volonté de réussir une telle expérience que par les intérêts personnels et familiaux, et qu'il n'y ait pas trop de mésentente.*

*— que la rigueur de gestion soit telle que cette commune, îlot socialiste dans un océan capitaliste, puisse résister non seulement aux éléments naturels (sécheresse, tornade, gelées, etc...) mais surtout aux sauvages fluctuations de l'économie de marché (on connaît la guerre implacable que livrent les holdings capitalistes aux sociétés coopératives de production ou de transformation).*

*Nous avons l'expérience du GAEC (Groupes Agricoles d'Economie Collective) qui, dans notre société « libérale avancée » ont pourtant un statut assez proche de l'autogestion. Hormis le cadre familial, ces associations végètent ou échouent. La discipline des membres qu'un tel système exige est peu compatible avec notre tempérament national, encore moins dans le monde agricole.*

*Personnellement, je verraais mieux notre commune s'insérer dans une économie distributive (...) où chaque famille resterait libre de s'associer en cellules de types coopératives, où l'aiguillon naturel de la lutte pour la vie et la concurrence, moteurs de progrès, pourrait jouer dans le cadre d'une économie générale normalisée et moralisée...*

**Roger Blaison**  
(VOSGES)

## LA PARITÉ

**J**e me permets comme patron maraîcher — ex-président de coopérative — de répondre à l'article du Président Louis Perrin (n° 100 de J.-R.).

Les paysans ne voient pas la modification de la propriété dans le but d'institutionnaliser l'autogestion mais pour pouvoir dans une exploitation familiale, — dont ils ne sont pas propriétaires — implanter les installations et constructions industrielles que nécessitent l'agriculture moderne et la rentabilité de leur entreprise.

La grande revendication des agriculteurs, c'est la parité c'est-à-dire un revenu suffisant pour consommer et vivre comme les autres catégories sociales. Le régime hiérarchisé actuel ne veut pas de cette parité car elle se traduirait par une augmentation du panier de la ménagère.

Rassembler ces exploitations viables en coopératives, planifier la production, c'est d'accord. Il existe, autour des exploitations familiales des CUMA et des services d'entraide.

Je crois qu'il faut se garder de donner des grandes dimensions aux exploitations agricoles, sauf en culture céréalière. Il ne faut pas évaluer en surface mais en unités de travailleurs car, suivant les spécialisations et les possibilités mécaniques, les exploitations rentables peuvent avoir des surfaces totalement différentes.

Les revenus entre ces spécialités ne sont pas comparables, mais les heures de travail le sont. Et nos technocrates

parisiens, se basant sur l'agriculture céréalière — qui est la plus simple à comprendre — sont persuadés que les autres formes d'agriculture sont marginales et anachroniques, et qu'il faut les liquider au besoin par des importations massives, de façon à arriver à de grandes surfaces.

Je pense que le travail collectif est propre à diminuer la production agricole, chacun ayant peur de travailler plus que le voisin. Les jalousies aidant, la qualité de la vie sera en baisse. L'agriculture, c'est la vie des plantes et des animaux. On ne peut l'organiser comme une industrie travaillant des matériaux stables et inertes ou les risques de pertes sont insignifiants en fabrication. Les G.A.E.C. sont pleins de difficultés et n'ont été créés, pour la majorité des cas, que pour obtenir des prêts du Crédit Agricole. Les difficultés en coopératives existent entre producteurs et administratifs. Ce n'est pas simple et j'ai été fort déçu à ce niveau... alors, l'autogestion, je n'y crois pas.

Le socialisme pour moi, c'est la justice par la parité. C'est la réduction générale de la hiérarchie des revenus et des salaires dans tous les secteurs d'activités et entre les secteurs.

**Charles de Bel Air**  
(BRETAGNE)

## APPRENDRE A PENSER SOCIALISTE

**T**u dis que les paysans ne veulent pas la modification de la propriété pour institutionnaliser l'autogestion. C'est peut-être vrai, mais dans notre projet socialiste, le but est bien de promouvoir l'autogestion (...).

Justement, les paysans, aujourd'hui, dans notre système, seraient susceptibles d'instaurer l'autogestion, sur un plan communal. C'est, il est vrai, avec une forme d'éducation, un autre mode de penser. Il faut sortir de l'individualisme pour aller vers un collectivisme voulu et organisé par les intéressés eux-mêmes. Les résultats ne seront pas les mêmes.

Les jeunes paysans admettent, et veulent même, la nationalisation de la terre, mais ils veulent garder le droit d'exploiter librement, à condition que l'exploitation ait des normes décentes, suivant les régions. Il me semble que tes estimations, en ce domaine, sont valables et qu'on pourrait s'y référer.

Ta proposition de convertir la valeur de la terre en titres n'est à mon avis qu'une étape de transition, vers la nationalisation. Il se produirait graduellement un décroissement d'intérêt pour la terre elle-même, autre que moyen, outil de travail (...). Pour acquérir autre chose, se moderniser par exemple, les paysans vendront leurs titres (...) et comme les grandes banques doivent être nationalisées, cela se ferait sans heurt.

Pour l'exploitation, il faut que ce soit une question de liberté, liberté individuelle et liberté communautaire. Car, dans l'exploitation individuelle, ou familiale actuelle je ne vois pas comment les cultivateurs vont avoir plus de temps libre, de temps pour se former et de temps pour vivre s'ils font toujours 12 heures par jour, sans dimanches, sans congés, dans les exploitations laitières...

Dans l'exploitation communale, communautaire, il y aura moins d'indépendance mais plus de liberté.

Tu écris : « Le socialisme c'est la justice par la parité ». Mais actuellement, 10 % des agriculteurs reçoivent 50 % du revenu agricole national et les autres (90 %) reçoivent les autres 50 % de ce revenu. Il y a beaucoup à faire dans ce domaine : une planification et une péréquation nationales s'imposent. Mais ce n'est pas en prenant à l'un pour redonner à l'autre que les choses s'éclairciront. La solution sera de donner à chacun, suivant la région et suivant la production, les moyens de gagner sa vie en l'organisant sur le plan individuel et collectif.

Que cela ne soit pas mûr dans le cadre actuel, c'est évident. Il faudra apprendre à penser « socialiste », et pas seulement pour la France mais pour le monde.

**Louis Perrin**  
PRÉSIDENT

1936 - 1976

*Il y a quarante ans*

## LE FRONT POPULAIRE

Jean Pralong

Deux militants J.-R. qui ont vécu ces années de l'histoire de notre pays évoquent ces événements qui ont marqué une étape importante dans la vie de la gauche en France : Jean PRALONG, actuel Vice-Président du Parti et Alcide MOREL, co-fondateur du Réseau VALMY en 1940. Voici le point de vue de Jean PRALONG. Nous publierons le témoignage d'Alcide MOREL dans le n° 102 de Jeune-République.

\*

### LES LEÇONS DE L'HISTOIRE

Le 3 mai 1936 : deuxième tour des élections législatives en France. La majorité de gauche a été très large : 376 sièges sur 618. Les partis politiques regroupés dans le FRONT POPULAIRE : Parti Radical et Radical-socialiste, Parti Socialiste S.F.I.O., Parti Communiste, mais aussi deux autres partis de gauche : Union-Socialiste et Républicaine, et Parti de la Jeune-République. La Jeune-République a 6 élus. L'un d'eux, Philippe Serre, sera Secrétaire d'Etat au Travail.

La victoire de la gauche est la conséquence de la récession économique qui se fait sentir en France, dès 1932. La stagnation de l'économie française devient particulièrement sensible en 1934 et avec la politique des décrets-loi de Pierre Laval en 1935. Les revenus du travail sont amputés d'un quart en raison de la pression sur les salaires. Le grand patronat, les « deux cents familles » ne veulent pas toucher à leurs privilèges. En 1936, on compte 802.000 chômeurs. A compter de 1933, l'encaisse de la Banque de France, — dont les partis du Front Populaire demandent la nationalisation, baisse de manière alarmante et diminue d'année en année.

Exploitant un scandale financier : l'Affaire Stavisky, les ligues factieuses manifestent et veulent, le 6 février 1934, prendre d'assaut le Palais Bourbon.

\*

Mais, le 9 février, tout change. Le Parti Communiste et la C.G.T.U. décident de se joindre à la C.G.T. (la réunification se fera en 1936), au Parti Socialiste et au Parti Radical. C'est le Rassemblement Populaire. La Jeune-République n'hésite pas à lui apporter son adhésion, après avoir obtenu des garanties sur la définition de la laïcité — neutralité sincère — figurant dans le programme du Front Populaire, et non conçu comme « irreligion d'Etat ». Nous sommes en 1935. Il faut se mettre dans le contexte de l'époque. Nous sommes loin de Vatican II. La C.F.T.C. — dont je fus l'un des fondateurs, dans la

Loire, en 1919, est contre l'adhésion au Rassemblement Populaire. Son évolution jusqu'à la C.F.D.T. en 1964, n'a commencé qu'avec la Résistance et après la Libération. Je peux dire ce que j'en ai souffert à l'époque. La C.F.T.C. ne fut d'ailleurs pas admise lors des Accords de Matignon.

Sans la formidable pression des grèves, les occupations d'usines, jamais la classe ouvrière n'eût obtenu, en aussi peu de temps, autant d'avantages : semaine de 40 heures, congés payés, contrats collectifs, reconnaissance du droit syndical et des délégués d'atelier. Devant l'ampleur des occupations d'usines, le Secrétaire général du Comité des Forges — M. LAMBERT — RIBOT fit contacter M. Léon BLUM, Président du Conseil, pour rencontrer les délégués de la C.G.T. réunifiée depuis mars.

\*

Passés les enthousiasmes ou les adhésions arrachées par la contrainte, ce furent les déceptions. Eclatement du Front Populaire avec la guerre civile d'Espagne, pomme de discorde entre Socialistes et Communistes, ces derniers n'ayant pas participé au Gouvernement. Chute de Léon Blum qui avait voulu être un légaliste scrupuleux. Le Parti communiste avait refusé la confiance au Gouvernement sur la politique extérieure. Les éléments conservateurs du Parti Radical rentrent dans l'opposition et Joseph Caillaux, en juin 1937, refuse les pleins pouvoirs financiers qui prévoient des impôts nouveaux. Il reproche au Gouvernement d'avoir manqué la dévaluation.

On connaît la suite : la guerre, les pleins pouvoirs à Pétain. Seuls 80 parlementaires les refusent parmi lesquels les députés J.-R., sans défaillance, puis l'occupation, la Résistance à laquelle les jeunes-républicains participent sans hésitation. Autre expérience : la Libération, avec le Programme du C.N.R. qui, également, échoue en 1947.

L'histoire ne se renouvelle jamais exactement ; mais ne devons-nous pas tenir compte de l'expérience ? Il existe un Programme Commun de la Gauche auquel le Parti de la Jeune-République a donné son adhésion.

Pour nous, le Socialisme — comme nous le disions jadis de la démocratie — c'est le régime qui permet aux individus de prendre une part de plus en plus grande à la direction des affaires publiques.

Le Socialisme personneliste, comme le Socialisme autogestionnaire, ajoute à la notion de besoin celle de valeur. C'est le régime qui demande le plus de valeurs morales. L'homme n'est pas un être économique ; c'est aussi un « réseau pensant » comme disait Pascal.

## Vie du parti

### LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Le Parti de la Jeune-République présentera des candidats aux prochaines élections municipales, dans le cadre de l'union de la gauche sur le Programme Commun. Il souhaite des listes communes dans toutes les circonscriptions où cela sera possible dès le premier tour de scrutin, sans exclusive.

La JEUNE-RÉPUBLIQUE, qui a quelque chose à apporter dans l'Union de la gauche, considère qu'il ne faut rien faire qui risque de la diviser mais que le but commun doit être de lutter contre le pouvoir actuel sans agressivité entre les organisations de gauche.

La violence est du côté du pouvoir établi. Nous arrivons à une charnière de l'Histoire. Le but doit être de rendre certaines réformes irréversibles, telle la nationalisation des neuf. Nous sommes en situation pré-révolutionnaire. Il faut que les masses prennent conscience qu'un changement est possible.

### Dans notre courrier

#### GIRONDE

Vous m'adressez votre périodique « la J.-R. » et je vous en remercie. J'y trouve des voies d'actions et de réflexions intéressantes pour une équipe de chrétiens pour le Socialisme qui se constitue à Bordeaux autour des Amis de Témoignage Chrétien. Je vous signale que la revue « Responsables », bulletin du Mouvement des Cadres, Ingénieurs et Dirigeants chrétiens (M.C.C.) donne par deux fois, dans son numéro de mai 1976 sur l'Entreprise, la citation de Marc SANGNIER qui figure en exergue de la J.-R. « Tant que nous aurons la monarchie dans l'usine, nous ne pourrons avoir la république dans la société ».

J. F.

#### HAUTE-GARONNE

Après avoir lu le Manifeste de Bierville je vous adresse le montant de mon abonnement et la cotisation d'adhésion. Les horizons théoriques et politiques, entrevus à partir de cette lecture, me sont relativement familières et m'attirent. Je souhaite contribuer avec d'autres à faire en sorte qu'ils deviennent l'horizon réel de notre société.

J. P.

#### RÉGION PARISIENNE

Intéressé par les idées personnelles d'Emmanuel Mounier, je me permets de vous demander votre Manifeste sur le SOCIALISME PERSONNALISTE et tous renseignements utiles.

M. L.

# Marc SANGNIER

FONDATEUR DE LA  
JEUNE RÉPUBLIQUE

3 AVRIL 1873 : Naissance de Marc SANGNIER. Il fit ses études au Collège Stanislas, obtint le premier prix de philosophie au concours général et entre à l'École Polytechnique en 1895. En même temps, il réussit sa licence de droit.

1902 : Il prend la direction d'une revue LE SILLON pour se consacrer à l'ACTION DÉMOCRATIQUE. Il entreprend alors des CAMPAGNES DE RÉUNIONS CONTRADICTOIRES dans tout le pays. Sous son impulsion, des CERCLES d'ÉTUDES se développent rapidement.

LE SILLON DEVIENT UN MOUVEMENT qui a une revue « Le Sillon » et un journal hebdomadaire : L'ÉVEIL DÉMOCRATIQUE. Le but du SILLON ? UN MOUVEMENT LAÏQUE qui se propose de RÉALISER UNE RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE, HONNÊTE, JUSTE et FRATERNELLE.

17 MAI 1908 : MARC SANGNIER fonde le journal LA DÉMOCRATIE.

1910 : Le SILLON cesse de paraître.

1<sup>er</sup> JUILLET 1912 : Marc SANGNIER fonde LA LIGUE DE LA JEUNE-RÉPUBLIQUE.

AOUT 1914 : La guerre. La DÉMOCRATIE cesse son tirage. Marc SANGNIER est mobilisé.

16 NOVEMBRE 1919 : MARC SANGNIER élu député du 3<sup>e</sup> secteur de Paris. Réélu en 1924.

1920 : Marc SANGNIER LANCE LES CONGRÈS INTERNATIONAUX DÉMOCRATIQUES POUR LA PAIX.

1929 : LA LIGUE FRANÇAISE DES AUBERGES DE LA JEUNESSE.

1932 : L'ÉVEIL DES PEUPLES, hebdomadaire, est lancé. Il cessera de paraître en 1939. Marc SANGNIER a quitté la JEUNE-RÉPUBLIQUE qu'il continue d'épauler, pour se consacrer à une action pour la paix.

18 FÉVRIER 1944 : Marc SANGNIER est arrêté par la Gestapo avec tout le personnel de l'imprimerie clandestine de LA DÉMOCRATIE.

1950 : Marc SANGNIER meurt le jour de la Pentecôte.

## LA DÉMOCRATIE :

Marc SANGNIER définissait la démocratie comme « L'ORGANISATION QUI TEND A PORTER AU MAXIMUM LA CONSCIENCE ET LA RESPONSABILITÉ DE CHACUN ». Aujourd'hui, le SOCIALISME PERSONNALISTE DE LA JEUNE-RÉPUBLIQUE entend faire de chaque citoyen dans la nation, de chaque travailleur dans l'entreprise, de tout être humain quel qu'il soit, une personne responsable et digne de respect.

## MARC SANGNIER A JULES GUESDES :

A Roubaix, Marc SANGNIER affirme à Jules Guesdes : « Les différents régimes de la propriété sont appelés à se succéder les uns les autres et nous sommes convaincus que le salariat n'aura qu'un temps ». Le fondateur de la future JEUNE-RÉPUBLIQUE est convaincu que « LES CAPITALISTES SERONT SUPPRIMÉS COMME LES VIEUX BARONS FÉODAUX ».

## 1906 :

Le SILLON prend de plus en plus ses distances envers la Démocratie Chrétienne. Le « plus grand Sillon » se développera dans cette France en voie d'industrialisation que secouent les conflits sociaux : la pression ouvrière engendrera des lois sociales moins inhumaines.

## 1909 : CAMPAGNE ÉLECTORALE A SCEAUX :

Dans son programme MARC SANGNIER demande des réformes sociales (retraites ouvrières, repos hebdomadaire, impôts progressifs sur le revenu) une démocratisation de l'armée, la représentation proportionnelle. Il énonce « que l'ÉMANCIPATION DU PROLÉTAIRE NE PEUT ÊTRE QUE L'ŒUVRE DES PROLÉTAIRES EUX-MÊMES ». Il va même jusqu'à concevoir un statut de la propriété et à reconnaître « DES INTÉRÊTS DE CLASSE ». MARC SANGNIER répétait « QUE L'AMOUR EST PLUS FORT QUE LA HAINE ». La pire des défaites est d'être réduit à haïr ses ennemis.

## CONGRÈS DE 1927 :

MARC SANGNIER déclare « QUE LA PAIX ÉCONOMIQUE N'EST PAS POSSIBLE TANT QUE LES PEUPLES ACTUELLEMENT COLONISÉS NE SONT PAS APPELÉS A ORGANISER EUX-MÊMES LEUR ÉCONOMIE ».

## 1928 :

MARC SANGNIER rappelle que « LE TRAVAIL, VICTIME DU CAPITAL, DOIT DEVENIR MAÎTRE DU CAPITAL ».

# POUR UNE RÉPUBLIQUE SOCIALISTE ET DÉMOCRATIQUE AU SERVICE DE L'HOMME

ADHÉREZ AU PARTI DE LA JEUNE-RÉPUBLIQUE  
Villa n° 6 — 9, Boulevard Jean-Mermoz — 92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)

NOM ..... Prénom .....

Adresse .....

Adresse la somme de ..... au C.C.P. 20.896-71 PARIS.

Date et Signature